

## **HUMANISME et MONDIALISME**

Présentation de M. Olivier Giscard d'Estaing à La Havane  
Mémorial José Martí, La Havane, 28 février 2003

### **La Conférence Internationale de La Havane traite les problèmes fondamentaux de notre société**

**La conférence internationale qui se déroule en ce moment, traite les problèmes fondamentaux de notre société. Je suis particulièrement heureux d'y prendre part dans le respect des valeurs si éminemment proclamées par José Martí : "La lutte pour la préservation du patrimoine, la diversité culturelle, l'élimination de la pauvreté, l'éducation, la paix et la liberté."**

### **La question que je pose : tout cela est-il remis en cause par la mondialisation ?**

Oui, si nous n'y prenons pas garde, non si nous savons maîtriser ce phénomène qui va dominer notre siècle.

La mondialisation est souvent présentée, à tort, comme un phénomène commercial, économique et financier. Elle est beaucoup plus considérable, si vous en acceptez la définition que je vous propose:

" La mondialisation est un phénomène d'interrelations économiques, sociales, technologiques, politiques et culturelles, à travers des flux d'informations, d'idées, de technologies, de biens, de services, de capitaux et de contacts humains à l'échelle de la planète "

J'ajouterai que cela correspond au passage de relations internationales de voisinage à des relations intercontinentales de dépendance et de solidarité.

**Un nombre croissant de domaines appelle des décisions qui ne peuvent être prises qu'à un niveau mondial** tels que notamment : l'économie, la santé, la sécurité, l'environnement, les mouvements de population, les droits de l'homme et la paix internationale.

**La lutte contre la misère est une priorité** qui appelle des actions locales, nationales, régionales et mondiales, afin d'assurer à chacun la nourriture, le logement, la santé et la formation culturelle et professionnelle qui sont les quatre piliers de la dignité humaine.

Historiquement, les courants religieux, commerciaux, les conquêtes militaires et les civilisations ont marqué nos sociétés, mais avec des dominantes régionales et rarement mondiales.

Aujourd'hui, l'évolution massive des transports et des communications, le caractère immédiat et mondial de l'information, avec le choc des images, crée une nouvelle société planétaire.

### **Les conséquences.**

On assiste à une montée de craintes dans quatre domaines:

- **une misère croissante** ; en réalité les causes de la misère, qui hélas a toujours

existé, ne peuvent être ramenées aux phénomènes de mondialisation; une population mondiale qui a doublé en 50 ans, des guerres et des surarmements, des épidémies, des désastres naturels, une mauvaise gouvernance et de la corruption, une éducation insuffisante, de difficiles reconversion agricoles, une course trop rapide à la modernisation sont autant de causes contre lesquelles il est essentiel de réagir.

Néanmoins si le monde compte plus de 100 millions de pauvres qu'il y a 10 ans, la population ayant augmenté entre-temps de 700 millions, on assiste à un léger recul de la misère en pourcentage de la population totale.

- **une insécurité croissante**; à cotés des redoutables préoccupations nées du terrorisme et des risques de guerre qui remplissent l'actualité, l'insécurité de l'emploi ajoute une anxiété personnelle à laquelle il faut répondre. Il est certain qu'une libéralisation trop rapide des échanges risque de ruiner des régions et des professions auxquelles il est indispensable de donner un temps assez long pour permettre les adaptations inévitables.

- **une domination incontrôlée des Etats-Unis et des entreprises multinationales**. L'émergence de contre-pouvoirs, la mise en place d'accords internationaux et de législations mondiales encore insuffisantes, une évolution des sociétés internationales vers des responsabilités éthiques et de citoyenneté mondiale sont autant de réponses à apporter dans l'évolution de structures encore inadaptées à une gouvernance mondiale juste et équilibrée.

- **une uniformisation culturelle** ; on l'a déjà redoutée au niveau européen, mais après un demi-siècle d'Union européenne, on constate une même vitalité des cultures locales et une protection des patrimoines culturels littéraires, artistiques et architecturaux; Cette diversité plus grande encore à l'échelle planétaire n'est heureusement pas en voie de disparition, mais elle dépend des populations, des enseignants, des génies culturels et des gouvernants.

### **Les remèdes.**

En plus des efforts locaux, nationaux et régionaux, il convient de mettre en place une bonne gouvernance mondiale ainsi qu'une fiscalité mondiale procurant les ressources nécessaires à la réalisation des politiques mondiales et à un effort partiel de redistribution des richesses.

Le plus puissant correctif social est l'outil fiscal, re-distributeur de richesse et source de moyens financiers réguliers.

En France plus de 50% de notre PNB est affecté aux charges publiques et les dépenses sociales sont supérieures à celles de l'Etat.

**L'Union européenne s'est dotée, dans ses accords multilatéraux, d'une fiscalité propre, lui apportant, à coté des contributions des Etats, les ressources nécessaires à son fonctionnement et à ses politiques.**

Le premier impôt européen fut celui de la CECA, prévu dans le traité de Paris, en 1952, par prélèvement sur la production d'acier à un taux maximum de 1%.

Le traité de Rome, en 1957, a prévu de nouveaux impôts européens, provenant des droits de douane, de prélèvement sur le sucre et d'un pourcentage du PNB de chaque Etat-membre. Il s'y est ajouté un impôt retenu à la source sur les traitements et retraites des fonctionnaires des institutions communautaires, dispensés d'impôts nationaux sur leurs revenus.

## Qu'en est-il au niveau mondial ?

Les déséquilibres sont partiellement compensés par quatre facteurs:

- \* l'aide publique au développement,
- \* les contributions des Etats aux budgets des Nations Unies et de ses agences,
- \* les crédits de la Banque Mondiale,
- \* les transferts de technologie et les investissements privés internationaux.

L'objectif, solennellement rappelé par les engagements des chefs d'Etat au Sommet Social de Copenhague en 1995, d'affecter 0,7% de leur PNB à l'aide publique est non seulement loin d'être atteint par la plupart des pays et notamment par les Etats-Unis dernier contribuant de l'OCDE avec moins de 0,1%, mais son montant est en diminution.

**Le montant total de l'aide publique au développement des pays de l'OCDE a atteint \$ 53 milliards en 2000, soit 0,40% du PNB de ces pays.**

Les prêts, à taux réduits, de la Banque Mondiale, se sont élevés l'année dernière à \$17,3 milliards. Certes ils ont permis au cours des années d'apporter une contribution essentielle aux infrastructures, aux hôpitaux et aux écoles des pays les plus pauvres, mais on sait la difficulté que ceux-ci éprouvent à en supporter les charges que l'on cherche à juste titre à alléger.

**Quant aux investissements privés internationaux, ils sont concentrés dans les pays les plus prometteurs et non pas les plus pauvres.** Ainsi sur un stock d'investissements directs privés étrangers dans les pays en développement d'un montant estimé à \$2.000 milliards, avec un flux annuel d'environ \$225 milliards, la Chine représente 35% et l'Afrique 7%.

## L'introduction d'une fiscalité mondiale est une nécessité.

Les difficultés seront d'en convaincre les pays riches, d'en fixer les assiettes, les modalités et les contrôles des recettes et des dépenses.

**La taxe Tobin sur les transactions financières internationales a fait rêver les opinions publiques, par la faiblesse de son taux, l'immensité des sommes encaissables et son aspect anti-spéculatif et moralisateur.**

La France s'est montrée favorable à son principe, mais l'économiste James Tobin a reconnu lui-même son caractère inapplicable. Les quelques pays qui ne l'adopteraient pas deviendraient des super-paradis fiscaux, attirants mais justement condamnables, et la saisie de centaines de millions de transactions, souvent entre ordinateurs et par internet, est irréalisable.

## On pourrait envisager trois taxes:

-- **La première sur la production pétrolière.** Ainsi \$1 ou \$1 prélevé par baril de pétrole brut produit, dont le prix varie de \$20 à \$30 suivant la conjoncture, rapporterait \$70 millions par jour, sur la base d'une production quotidienne actuelle de 70 millions de barils, soit plus de \$20 milliards par an, environ quinze fois le budget des Nations Unies et 35% de l'aide publique actuelle.

-- **Une taxe sur les exportations d'armements** paraît tout aussi justifiée. On ne saurait condamner la nécessité pour les Etats d'assurer leur sécurité et leur défense et de rechercher les avions, les navires et les armements les meilleurs, tout en contribuant à des politiques de dissuasion.

Ces exportations sont réalisées à hauteur de 80% par cinq pays (Russie, USA, France, Allemagne et Grande Bretagne). Les acheteurs devraient accepter de payer un prix augmenté d'une taxe, fixée d'un commun accord par les pays producteurs, dont les bienfaits contribueraient à l'apaisement des esprits et à des mesures sociales indispensables.

-- **La troisième taxe concernerait les transports aériens et maritimes intercontinentaux.** La mondialisation est en effet la nouvelle interdépendance et solidarité intercontinentale. Le transport en est l'outil privilégié..... et polluant !

Leurs contributions seraient donc particulièrement justifiées.

### **En conclusion,**

Pour faire face à des dépenses résultant de la mondialisation, de la nécessaire protection de la nature, d'une plus grande justice sociale et du respect des droits de l'homme, les Etats s'honoreraient en mettant en place les moyens financiers nécessaires et les institutions démocratiques indispensables pour approuver et contrôler ces nouveaux budgets mondialisés.

Il ne sera pas nécessaire que la totalité des pays y participent au départ car leurs montants affecteront peu la concurrence internationale.

**L'UNESCO a été saisie de ce projet** et devrait mettre en place une commission d'études susceptible d'approfondir ce projet, de prévoir les modalités de son application et les mesures à prendre pour en convaincre les gouvernements de qui dépend l'avenir de notre planète.

[www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net)